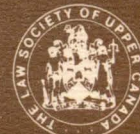




LEGAL AID LETTER



The Legal Aid Letter is sent by The Law Society of Upper Canada to its members carrying news of the Ontario Legal Aid Plan

Number 39

November 1985

Circulation 22,000

TARIFF UPDATE

Since the last Legal Aid Letter, the Report of the Fact Finder has been made public. In it, the Fact Finder recommends the immediate elimination of the 25% statutory reduction and three staged increases to the tariff beginning in January, 1986.

In August, the Attorney General, Ian Scott, made a public statement on Legal Aid in which he proposed a profession-wide levy to help finance increases to the tariff and in September, the new Chairman of the Legal Aid Committee, Lee K. Ferrier, wrote to all members of the profession outlining the salient features of the Fact Finder's Report and the Attorney General's statement.

On October 2nd, the Attorney General wrote to the Treasurer, Pierre Genest, saying, in part, "I emphasize that the Government does recognize its responsibility to participate in the funding of the Legal Aid Plan. It has received the Fact Finder's report and I am personally committed to obtaining a significant increase in the tariff. . . . While I am supportive of a significant tariff increase, it is nonetheless clear that a tariff increase of the order proposed by the Fact Finder will simply not be possible. . . . Whether or not the Benchers see fit to accept my suggestion (regarding a profession-wide levy)

is thus entirely for them to say. I, of course, hope they will because I believe that all members of the profession are anxious to make some kind of contribution to the legal aid process. If, however, the response is negative, the Government will commit whatever funds it appropriately can to the provision of the legal aid service."

On October 3rd, the Legal Aid Committee met in special session to discuss the Attorney General's proposal. The Committee unanimously passed a motion regretting the delay in implementing the Fact Finder's Report and endorsed the concept of "some form of continued contribution by the legal profession."

The Benchers met in Special Convocation on October 9th. They endorsed the motion passed by the Legal Aid Committee and added, "The Law Society finds unacceptable the Attorney General's proposal that a levy be imposed on the legal profession." Convocation also authorized the Treasurer to appoint a Special Committee ". . . to consider means by which the legal profession as a whole can make a contribution to legal aid . . ." including, for example, increasing the income produced by trust monies and the establishment of a Legal Aid Foundation.

On October 15th, the Treasurer wrote to the Attorney General outlining the results of the Special Convocation saying, in part, "It is abundantly clear that the tariff should be increased as recommended by the Fact Finder. The Law Society is of the view that it is entirely inappropriate to ask the profession to contribute by way of the levy you have proposed as a condition to the implementation of the Fact Finder's recommendations."

A copy of the Treasurer's letter has been sent to each member of the profession.

LEGAL AID ACTIVITY — FIRST 5 MONTHS

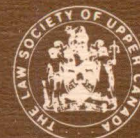
Legal Aid activity across Ontario remained stable for the five months ended August 31, 1985. A total of 103,592 individuals contacted the Plan's 47 Area Offices compared with 101,522 during the same period last year — an increase of 2%. Of that number, 48,439 applied for legal aid, down from 50,924 last year. The number of certificates granted rose by 3% from 36,092 to 37,142.

Duty Counsel activity rose by almost 7% from 101,126 to 108,102 individuals helped in the Provincial Criminal and Family Courts.



BULLETIN DE L'AIDE JURIDIQUE

Le bulletin de l'Aide juridique est envoyé par La Société du Barreau du Haut-Canada à ses membres pour leur donner des nouvelles sur le Programme d'aide juridique de l'Ontario.



Numéro 39

Novembre 1985

Tirage 22,000

TARIF D'HONORAIRES

Le rapport sur l'étude du tarif a finalement été rendu public. L'enquêteur y recommande l'élimination immédiate de la réduction de 25% prévue par la loi, et propose de majorer le tarif en trois étapes, à compter de janvier 1986.

En août dernier, le procureur général Ian Scott proposait, dans une déclaration publique sur l'aide juridique, d'assujettir tous les avocats à une cotisation qui contribuerait au financement de cette majoration. Dans une lettre adressée en septembre à tous les membres de la Société du barreau, Lee K. Ferrier, le nouveau président du Comité d'aide juridique, exposait les traits saillants de cette déclaration et du rapport de l'enquêteur.

Le 2 octobre, le procureur général écrivait, dans une lettre adressée au trésorier Pierre Genest : [Traduction] "Le gouvernement reconnaît, je tiens à le souligner, qu'il est de son devoir de participer au financement du Régime d'aide juridique. Nous avons reçu le rapport de l'enquêteur, et je suis personnellement en faveur d'une hausse significative du tarif, un objectif que je m'engage d'ailleurs à réaliser. (...) Il est clair, cependant, que nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre une majoration de l'ordre de celle que propose l'enquêteur. (...) La décision d'accepter ou non ma proposition (concernant la cotisation exigible de tous les avocats) revient aux conseillers de la Société du

barreau. J'espère qu'ils l'accepteront car je suis sûr que tous les membres ne demandent qu'à apporter leur concours au bon fonctionnement de l'Aide juridique. Dans le cas contraire, le gouvernement y affectera, les fonds dont il dispose."

Le 3 octobre, les membres du Comité d'aide juridique se réunissaient pour discuter de la proposition du procureur général. Au terme de cette réunion extraordinaire, le Comité adoptait à l'unanimité une résolution pour déplorer le fait qu'on tarde tant à mettre en application les recommandations de l'enquêteur, et pour donner son accord au principe du maintien de la participation des avocats sous une forme ou une autre.

Les conseillers de la Société du barreau se sont réunis en conseil extraordinaire le 9 octobre. Ils ont alors sanctionné la résolution adoptée par le Comité et ont ajouté que la Société du barreau considère comme inacceptable la proposition du procureur général d'imposer une telle cotisation à ses membres. Le conseil a également autorisé le trésorier à établir un comité ad hoc, dont le mandat sera d'étudier comment l'ensemble des avocats pourrait participer au financement de l'Aide juridique, notamment au moyen de l'augmentation des revenus que rapportent les comptes en fiducie et de l'établissement d'une Fondation de l'aide juridique.

Le 15 octobre, le trésorier annonçait par écrit au procureur

général le résultat des délibérations du conseil extraordinaire. Il lui écrivait entre autres ceci : [Traduction] "Il ne fait aucun doute que le tarif devrait être majoré conformément aux recommandations de l'enquêteur. La Société du barreau est d'avis qu'il est absolument inacceptable de subordonner la mise en application de ces recommandations à la participation financière de ses membres sous forme de la cotisation que vous proposez."

Copie de cette lettre fut expédiée à tous les membres.

ACTIVITÉS DES CINQ PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE

Les activités du Régime d'aide juridique sont demeurées stables au cours des cinq premiers mois de son exercice, soit jusqu'au 31 août 1985. En tout, 103 592 personnes se sont adressées aux 47 bureaux régionaux, comparativement à 101 522 au cours de la même période l'an dernier, ce qui représente une augmentation de 2%. De ce nombre, 48 439 ont présenté une demande d'aide juridique, comparativement à 50 924 l'an dernier; 37 142 certificats ont été délivrés, soit 3% de plus que les 36 092 de l'an dernier.

Quant aux personnes qui ont bénéficié de l'assistance d'un avocat de service devant les tribunaux provinciaux en matière de droit criminel et de droit de la famille, leur nombre est passé de 101 126 à 108 102, une augmentation de 7%.